

World Economic Survey 1957, par le Département de l'Économique et des Questions sociales (Nations-Unies). Un vol., 8½ po. x 11, broché, 227 pages. — Nations-Unies, New-York, 1958. (\$2.50)

Camille Martin

Volume 34, numéro 4, janvier–mars 1959

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001440ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001440ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Martin, C. (1959). Compte rendu de [*World Economic Survey 1957*, par le Département de l'Économique et des Questions sociales (Nations-Unies). Un vol., 8½ po. x 11, broché, 227 pages. — Nations-Unies, New-York, 1958. (\$2.50)]. *L'Actualité économique*, 34(4), 706–707. <https://doi.org/10.7202/1001440ar>

l'outillage nécessaire pour les mettre en valeur (canaux, chemins de fer, ports, etc.) ne sont exploités qu'en fonction d'abord des besoins des deux métropoles (France et Angleterre), puis du puissant voisin américain. Comme dans la plupart des livres d'histoire, les perspectives sont cependant quelque peu faussées par l'importance plus grande qui est donnée, en volume, aux événements du plus lointain passé.

Sur 600 pages, le présent ouvrage en consacre 160 à la période 1608-1760 et 220 à la période 1760-1867, mais pas davantage à la période 1867-1957 qui est évidemment celle pendant laquelle le Canada a connu ses plus prodigieux développements. Bien plus, les 220 pages de cette dernière partie sont en bonne part consacrées à l'histoire des chemins de fer transcontinentaux et du système monétaire et bancaire. Si bien que le développement industriel du Canada au cours du XX^e siècle se trouve expédié en 43 pages.

L'étude des situations pendant la période de rivalité entre la France, l'Angleterre et l'Espagne en Amérique du Nord donne lieu à la formulation d'une thèse qui ne manque ni de piquant ni d'actualité. À savoir qu'en France comme en Espagne, ce seraient les trop grands succès d'une politique économique interventionniste qui expliqueraient les insuccès de l'aventure coloniale, alors que l'Angleterre devrait son triomphe et son accession au rang de grande puissance industrielle et coloniale à l'échec même de l'État dans sa tentative d'assurer son hégémonie économique (pp. 17 et 209). Voilà un sujet en or pour une thèse de doctorat en sciences économiques en ce deuxième quart du XX^e siècle, en plein milieu d'un conflit entre une ère capitaliste-libérale, apparemment à son apogée, et la montée des idéologies et des réalisations interventionnistes.

François-Albert Angers

World Economic Survey 1957, par le DÉPARTEMENT DE L'ÉCONOMIQUE ET DES QUESTIONS SOCIALES (NATIONS-UNIES). Un vol., 8½ po. × 11, broché, 227 pages. — NATIONS-UNIES, New-York, 1958. (\$2.50).

Ce rapport annuel pour l'année 1957 est le dixième d'une série publiée par les Nations-Unies sur la situation économique dans le monde. Il est préparé dans le but de fournir au comité économique et social et aux autres organismes des Nations-Unies des données leur permettant de prendre position en matière économique et aussi pour répondre aux besoins du public.

Pour la troisième année consécutive, le rapport renferme une étude sur une question économique d'intérêt général. En 1955, l'étude portait sur le développement de la production et du commerce à travers le monde au cours de la première décennie d'après-guerre; en 1956, les problèmes de la balance des paiements faisaient l'objet de l'étude et, cette année, c'est de l'inflation qu'il s'agit.

L'étude de cette année s'appuie non seulement sur des données qui ont déjà fait l'objet de publications, mais aussi sur les réponses des gouvernements à un questionnaire sur l'inflation envoyé par le secrétaire général en octobre 1957.

Le chapitre servant d'introduction à l'étude sur l'inflation qui constitue la première partie du rapport, dégage les causes propres et les caractères particuliers

de l'inflation dans les économies de chacun des trois groupes qui se partagent le monde et fait le rapprochement entre la marche du phénomène telle qu'on la connaissait jusqu'ici et les courants actuels.

Dans le chapitre I, après un exposé général de la nature de l'inflation, on analyse les principales causes de la hausse des prix en Amérique du Nord, en Europe occidentale et au Japon. En plus d'un examen détaillé du processus d'inflation et d'un bref commentaire sur le rapport entre l'inflation et la balance des comptes, ce chapitre renferme un exposé détaillé et critique des récentes politiques anti-inflationnistes gouvernementales avec une insistance particulière sur le rôle de la politique monétaire. Le chapitre II reprend l'étude des mêmes points en ce qui concerne spécialement l'économie des pays capitalistes producteurs de matières premières. Le chapitre III étudie le problème de l'inflation dans les économies planifiées. Un exposé de la nature et de l'importance de l'inflation dans ces premiers pays précède une analyse des causes de la pression inflationnaire. On passe ensuite en revue les processus de la formation des prix et des développements récents s'y rapportant.

La seconde partie du rapport fait la revue de la situation économique mondiale. Le chapitre IV analyse la situation dans les pays capitalistes fortement industrialisés, avec mention spéciale des causes de la récession de 1957. Le chapitre V s'occupe de la situation économique dans les pays capitalistes producteurs de matières premières et scrute les effets de la récession dans les pays industrialisés sur les pays de ce deuxième groupe, à la lumière des programmes de développement dans lesquels sont engagés plusieurs de ces pays à l'économie peu évoluée. Suit un essai de prévision économique concernant les deux groupes de pays. Le chapitre VI fournit un état de la situation dans les pays à économie planifiée.

Camille Martin

The Incremental Capital Output Ratio as a Tool for Development Planning, par BENJAMIN HIGGINS. (Tiré à part de *Ekonomi Dan Keuangan Indonesia*, no 1). Une plaquette de 13 pages. — MASSACHUSETTS INSTITUTE OF TECHNOLOGY, Cambridge, Mass., U.S.A.

Les problèmes d'ordre théorique et pratique que présente l'utilisation du coefficient d'accroissement du capital pour établir l'ordre de grandeur des capitaux nécessaires au développement économique sont tels que l'on ne peut faire usage de cet outil sans beaucoup de précaution. En effet, des modifications relativement minimales des éléments servant à l'établissement du coefficient peuvent se traduire dans des résultats fort différents. Cet article montre la sorte de problèmes que présente l'établissement du coefficient et les dangers qu'il y a de s'en servir inconsidérément.

En particulier, faut-il attacher beaucoup d'importance à la longueur de la période, qui doit être suffisante; s'assurer si elle couvre moins de trente ou quarante ans, qu'elle est normale; se rappeler que les données doivent être comparables et, enfin, que le calcul du coefficient vise uniquement à déterminer les besoins globaux de capitaux et non pas à établir des priorités entre les divers projets d'investissement.

Camille Martin